



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ensemble relevons le défi !

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC UVED « Objectifs de développement durable ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

Le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR) de 2019 : analyse

Jean-Paul Moatti,

Président-directeur général de l'IRD

Le premier message, c'est que nous ne sommes absolument pas, à l'heure actuelle, après quatre ans, dans la bonne trajectoire pour réaliser les ODD, l'essentiel d'entre eux, d'ici à 2030.

- 1) Alors bien sûr, il y a certains de ces ODD, fort heureusement, pour lesquels on peut penser que si on extrapole les tendances actuelles, on devrait y arriver, à peu de chose près, d'ici 2030. Cela concerne par exemple l'objectif de réduction de la mortalité infantile et néonatale pour les enfants de moins de cinq ans. Cela concerne l'objectif de faire atteindre au moins le niveau d'éducation primaire à l'ensemble des enfants de la planète, y compris et surtout les jeunes filles. Et cela concerne aussi l'objectif qui reste l'objectif premier des ODD, comme il était l'objectif premier des objectifs du millénaire précédents, à savoir l'éradication de l'extrême pauvreté. Par rapport à 2000, il y a, aujourd'hui, un milliard de personnes dont on peut considérer qu'elles sont sorties de cette extrême pauvreté, si on accepte la définition qui a été imposée au plan international et au plan des ODD par la Banque mondiale, c'est-à-dire une définition monétaire, les personnes qui vivent avec moins de 1,9 dollar, en parité de pouvoir d'achat, par personne et par jour. Mais même

pour ces trois objectifs qui peuvent paraître pas loin de la réalisation et dont on pourrait se féliciter, voire se gargariser en matière d'extrême pauvreté, la situation n'est pas aussi rose :

- Tout d'abord, on peut penser que plus on va se rapprocher de l'objectif, plus ça va être difficile de finir le chemin, d'autant que ces situations ont tendance à se concentrer dans un nombre limité de pays ou de groupes très marginalisés. Pour ce qui est de l'extrême pauvreté monétaire, par exemple, il y a cinq pays au monde seulement, dont l'Inde et des pays africains, qui concentrent à l'heure actuelle plus de 50 % des gens qui vivent avec moins de 1,9 dollar par jour et par personne.
 - D'une certaine façon, c'est un peu reculer pour mieux sauter parce que le milliard de personnes que nous avons sorties de l'extrême pauvreté a été compensé par le fait qu'il y a un milliard de personnes de plus, notamment dans les pays du Sud, qui vivent entre deux et trois dollars par jour, et qui donc sont un peu à la merci du premier choc exogène auquel ils peuvent être confrontés, qu'il s'agisse de nouveau d'une crise économique comme celle de 2008-2010, qu'il s'agisse de conflits politiques ou militaires, comme il en arrive trop au Moyen-Orient ou en Afrique actuellement, ou qu'il s'agisse de crises écologiques et environnementales, liées ou non au réchauffement climatique.
 - Et surtout, d'une certaine façon, la réussite est à nuancer par rapport à la façon dont l'objectif a été défini. Un point sur lequel nous insistons beaucoup dans le rapport, c'est que toute la littérature scientifique actuelle et aussi un consensus de plus en plus grand entre les acteurs, depuis le niveau international jusqu'au niveau local, que se contenter d'une définition monétaire avec un seuil de 1,9 dollar par personne et par jour pour définir la pauvreté passe à côté de la réalité de la pauvreté, du vécu de la pauvreté par les personnes qui en sont victimes. Il faut absolument, ce que nous préconisons dans le rapport, adopter dorénavant une conception multidimensionnelle de la pauvreté qui inclut l'aspect monétaire, bien évidemment, mais qui le complète par les dimensions de la santé, du respect par les institutions, les aspects psychologiques, les aspects logement, toutes ces dimensions qui font que même dans des pays comme la France où il n'y a probablement quasiment personne à moins de 1,9 dollar par jour, ça n'empêche pas qu'il y a des milliers, voire des centaines de milliers de personnes en situation de pauvreté.
- 2) La deuxième situation, c'est celle de beaucoup des 169 cibles, on peut parler par exemple de la mortalité maternelle, mais on pourrait en énumérer des dizaines - je ne m'y attarderai pas - pour laquelle certes on a fait des progrès et on continue à en faire, mais à un rythme trop lent qui fait qu'on sera très loin de l'objectif en 2030.
- 3) Mais le plus grave n'est pas là. Le plus grave, c'est que sur un certain nombre d'objectifs qui sont absolument centraux pour le succès de la totalité de l'Agenda 2030, ce n'est pas

simplement qu'on est en retard sur le rythme, c'est qu'on est dans la mauvaise direction. Soit qu'on n'ait pas encore été capable de renverser les tendances négatives qui étaient déjà à l'œuvre avant 2015 et qu'en quatre ans, les ODD n'ont pas été capables de freiner ces tendances négatives. On peut penser notamment à la malnutrition. On peut penser à la perte de biodiversité qui vient d'être très fortement analysée, de façon très alarmiste, par le rapport du groupe d'experts de l'IPBES sur la biodiversité. On peut parler de la détérioration des zones côtières.

- 4) Et puis, il y a l'autre cas de figure qui est peut-être encore pire, encore plus inquiétant, où suite à la crise économique de 2008, on pouvait avoir l'impression qu'on repartait dans une bonne direction, que ça allait aider à la réalisation des ODD, mais où, depuis 2015-2016, on est reparti de nouveau dans la mauvaise direction. Ceci concerne des éléments absolument décisifs des ODD, la réduction des inégalités, la perte de biodiversité que j'ai déjà évoquée, les émissions de gaz à effet de serre qui aggravent le réchauffement climatique et l'empreinte écologique, notamment en termes de déchets, en particulier de déchets toxiques, liés à nos modes de production et de consommation. Sur ces quatre grands domaines qui sont absolument clés, la situation se détériore.
- 5) Si dans les années qui viennent, il n'y a pas des mesures extrêmement vigoureuses qui sont prises, non seulement nous n'atteindrons pas les objectifs, l'ensemble de l'Agenda 2030 en 2030, mais il est même possible, dans un nombre de cas que la science met de plus en plus en lumière, on peut penser aux 1,5 ° C de réchauffement qui ont fait l'objet du dernier rapport du GIEC sur le climat, on risque de passer ce que les scientifiques appellent des *tipping point*, des points de bascule où les effets seront tellement irréversibles que quoi qu'on fasse, quels que soient les progrès technologiques et scientifiques que l'humanité pourrait faire dans les années à venir, nous ne pourrions pas revenir en arrière. Il faudrait nous adapter à une situation extrêmement détériorée pour l'ensemble des espèces vivantes, notamment pour l'espèce humaine. Si on veut éviter cette situation, il va falloir changer nos politiques, changer nos modes de pensée.

Exemple. La montée des inégalités

Je prendrai un seul exemple qui est au cœur de l'Agenda 2030, qui est celui de la montée sans précédent des inégalités à l'intérieur des pays, telle qu'elle est illustrée sur ces schémas. Pendant très longtemps, notamment dans le cadre des objectifs du millénaire, on a pensé que l'objectif central, c'était l'élimination de l'extrême pauvreté, et on a effectivement progressé dans ce sens. On avait cette idée, plus ou moins explicite, que ce n'était pas si grave que ça si le prix à payer pour sortir des millions, des dizaines de millions de personnes, des centaines de millions de la situation de pauvreté, si le prix à payer c'était que les inégalités entre les pays, et surtout à l'intérieur des pays, s'aggravent. L'idée étant que si on augmentait le gâteau de tout le monde, tout le monde en bénéficierait, y compris les plus pauvres et que finalement, ce n'était pas très grave si les plus riches profitaient proportionnellement encore plus de cette amélioration et de cette augmentation du gâteau. D'ailleurs, il y avait cette fameuse courbe de

Kuznets, un économiste très célèbre, qui disait que dans les premières phases du développement, il était normal que la croissance économique s'accompagne d'une aggravation des inégalités entre les groupes sociaux et qu'ensuite, petit à petit, la situation se stabiliserait, s'améliorerait, et à travers des politiques de redistribution, à un certain stade de développement, il y aurait une réduction des inégalités. C'est vrai que cette courbe de Kuznets a à peu près correspondu à la révolution industrielle dans les pays occidentaux, notamment européens, entre 1850 et 1950. Le seul problème, c'est que depuis, elle est totalement empiriquement fautive et que la vraie courbe, c'est la courbe en éléphant que vous voyez sur la droite des schémas de la diapositive, qui correspond au fait que la partie la plus riche de la distribution des revenus et du patrimoine au plan mondial, attendu depuis les années 60 et avec une accélération depuis le début du 21^e siècle jusqu'à la crise de 2008, s'accapare une part croissante de la richesse mondiale dans des proportions historiquement sans précédent. Aujourd'hui, le 1 % des personnes les plus riches sur la planète, peut-être certains d'entre vous en font partie, ont-ils cette chance, concentre 40 % de la richesse mondiale totale. Ce chiffre était seulement de 25 % dans les années 1980. Pendant ce temps-là, les 75 % les plus pauvres du reste de la population mondiale ont stagné à peu près à 10 % de la richesse totale. Ce niveau d'inégalité sans précédent est absolument intenable. Il est intenable d'abord pour des raisons de justice sociale. Il y a de plus en plus de consensus parmi les économistes et même parmi les grandes organisations économiques internationales, comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OCDE, l'Organisation des pays des économies avancées, qui tous désormais sont d'accord pour dire que ce n'est pas seulement un problème de justice, mais que c'est aussi un problème d'efficacité économique. Si on continue comme ça, la croissance de long terme nécessaire pour alimenter le développement durable n'est absolument pas tenable. Il y a des conséquences importantes à cela, qui sont aussi des conséquences politiques, qui est que cette concentration de la richesse s'accompagne d'une concentration de plus en plus grande du pouvoir politique, de la capacité d'influencer les élites, d'influencer les décisions, voire les élections. Dans ce 1 % qui contrôle beaucoup de choses, il peut y avoir de très nombreux intérêts qui veulent le maintien du statu quo et qui ont des armes pour maintenir ce statu quo.

Le deuxième message est de s'intéresser aux relations entre les différents ODD et entre les différents points de transformation.

- 1) Les Objectifs de développement durable, c'est aussi la nécessité de faire émerger, au plan mondial, une coalition nouvelle très large qui transcende les clivages politiques, religieux, idéologiques habituels, pour que tous ceux qui veulent éviter la catastrophe planétaire, qui veulent aller dans le sens du développement durable, s'allient, convergent, en dépit de leurs différences d'intérêts, de leurs différences de culture, pour aller dans le sens des transformations qui sont nécessaires.

- 2) Alors, quelles sont ces transformations ? Bien évidemment, le rapport GSDR ne pouvait pas, de façon exhaustive, traiter toutes les questions. Et il a préféré se concentrer sur six points d'entrée, six points d'entrée de transformation qui sont à la croisée de très nombreux des 17 ODD, et à partir desquels, aux différents niveaux, depuis le niveau onusien et multilatéral jusqu'au niveau le plus local, voire jusqu'au niveau de la vie quotidienne de chacun, il nous est possible d'agir pour engendrer, initier les transformations nécessaires. Et ces six points d'entrée, c'est l'amélioration des capacités humaines et du bien-être humain, notamment au plan social. C'est le fait de promouvoir des économies plus durables et plus justes. C'est la décarbonisation de l'énergie et l'accès à l'énergie, mais en abandonnant le plus rapidement possible le recours aux combustibles fossiles qui alimentent le réchauffement climatique. C'est la transformation profonde des chaînes alimentaires et de la nutrition, pour rendre nos systèmes alimentaires durables. C'est l'amélioration des cités, des grandes mégapoles, mais aussi des cités plus moyennes, pour rendre la ville et le périurbain beaucoup plus *sustainable development friendly*, amical avec le développement durable. Et c'est bien sûr la préservation de ce qu'on appelle les biens environnementaux communs.
- 3) Sur ces six domaines qui constituent autant de points d'entrée pour des transformations radicales en faveur du développement durable, le rapport essaye de montrer comment on peut utiliser, à tous les niveaux, y compris le niveau le plus immédiat de la vie de chacun, quatre leviers sur lesquels on doit agir de façon combinée : l'amélioration de la gouvernance, le levier de l'économie et de la finance, le levier des modifications de comportements, aussi bien au plan collectif qu'au plan individuel ; et bien sûr la mobilisation de la science et de la technologie.
- 4) Et le grand message du rapport qu'illustre la multiplication des flèches dans cette figure, c'est que ce qui est important, c'est de s'intéresser aux relations entre ces différents points de transformation, aux relations entre les différents ODD, pour faire qu'il y ait le moins possible d'interactions négatives, et au contraire, qu'on utilise au mieux les opportunités d'avoir des bénéfices en commun, à partir d'un ODD donné par rapport aux autres.

Le troisième message porte sur la modification des investissements et des grands flux financiers.

- 1) Et là, le message doit être simple : les objectifs de développement durable ne pourront être réalisés uniquement avec l'argent public. Bien sûr, les gouvernements, les budgets publics, doivent avoir un rôle exemplaire. Ils doivent avoir un effet d'entraînement, mais à eux tout seuls, ils ne permettent pas d'engendrer les transformations qui sont nécessaires. Il faut que l'ensemble des flux d'investissements soient réorientés, réalignés sur les standards du développement durable.
- 2) J'espère ne pas vous donner le vertige, parce que je vais être obligé de parler un petit peu en trillions, mais pour vous donner une idée des choses. Les estimations actuelles c'est que, pour réaliser les objectifs du développement durable dans les pays en

développement, il faudrait un niveau d'investissement de 2,5 trillions, donc 2,5 milliers de milliards par an d'ici à 2030. 2,5 trillions, en dollars, c'est un peu plus de 10 % de la masse totale des investissements, publics-privés tout compris, dans le monde, aujourd'hui, qui est de presque 23 trillions, répartis de façon quasi égale, moitié-moitié entre les économies avancées et les pays du Sud, les pays en développement.

- Alors, par rapport à cette masse de 2,5 trillions nécessaire pour les pays en développement, eh bien disons-le clairement : l'aide publique au développement c'est bien, c'est important, mais c'est dérisoire par rapport à l'enjeu, elle est de 0,15 trillion. Et donc, même si on la doublait, on serait très loin du compte. D'autres sources peuvent jouer un rôle important, de façon plus significative.
- D'abord les investissements directs, privés et publics à l'étranger, qui sont de l'ordre de 1,5 trillion, dont à peu près la moitié dans les pays du Sud.
- Les capacités d'investissement des banques publiques de développement : l'AFD en France, la Banque chinoise nationale pour le développement et un certain nombre d'autres, qui ont une capacité d'investissement annuelle de l'ordre de 2 trillions. Donc là, vous voyez : on rentre dans des domaines où on a des masses d'actions relativement importantes, mais qui ne sont pas suffisantes. Il y a deux sources qui sont importantes pour le développement durable, d'une part pour les pays du Sud, mais aussi pour les pays du Nord.
- La première chose, c'est qu'il faut petit à petit, et si possible le plus rapidement possible, se désengager des investissements qui nous tirent dans la mauvaise direction. Il y avait en 2019 près de 300 milliards de subventions aux combustibles fossiles, de 10 à 100 fois plus que pour les énergies renouvelables. Et l'effet de levier de ces subventions, et qui a été estimé par le Fonds monétaire international, c'est qu'il y a plus de cinq trillions, deux fois l'investissement nécessaire dans le Sud, de consommation de combustibles fossiles qui sont au-delà de ce qui serait possible et nécessaire si on avait des prix qui rendaient compte des coûts économiques et sociaux réels de ces énergies.
- Et puis surtout, il y a le fait qu'il y a des masses énormes d'investissements privés qui, si petit à petit on les alignait sur le développement durable, permettraient de changer totalement la donne ; soit à travers des partenariats public-privé, soit à travers différentes formes de conviction des investisseurs privés eux-mêmes, qui peuvent y trouver leur intérêt, soit à travers des formes de pressions, de la part des opinions publiques et des pouvoirs publics et des gouvernements, sur la façon dont ces investissements se développent.

Exemple. Les Exchange Traded Funds

Je donnerai un seul exemple : le produit financier qui s'est le plus développé au plan mondial au cours des 10 dernières années, donc depuis la crise de 2008-2009, c'est ce qu'on appelle les *Exchange-Traded Funds*, les ETF. Ce sont des produits qui se vendent très bien parce qu'ils sont extrêmement pratiques. Ce sont essentiellement des produits financiers qui sont basés sur des index, et sur la performance de ces index. Si votre index va dans le bon sens, vous touchez de l'argent et votre investissement est rentable. Par exemple, un des premiers ETF, il est tout simplement calé sur l'indice de développement de la Bourse de New York. D'autres indices sont fondés sur le prix des matières premières ou d'autres types de transactions économiques diverses. Il suffirait, et d'ailleurs, certains commencent à le faire, il suffirait soit qu'on change la composition de ces index, soit qu'on convainque les gestionnaires de portefeuilles ETF de retirer des index en question, sur lesquels leur performance est établie, les investissements dans des choses non durables ; qui produisent des quantités astronomiques de déchets plastiques ; qui développent les combustibles fossiles au-delà de ce qui est nécessaire pour la transition énergétique, pour faire bouger des masses considérables à eux seuls. Et ce n'est qu'une toute petite partie de l'investissement financier mondial. Les ETF, c'est 3,5 trillions, donc imaginez ce qu'on pourrait faire si on faisait bouger, ne serait-ce qu'un peu, ces grandes masses d'investissements.

Et puis, le dernier message, c'est que la science a joué un rôle important dans les objectifs de développement durable.

- 1) On peut même penser que, compte tenu de la situation géopolitique un peu difficile qui existe au plan international, si on renégociait aujourd'hui les ODD, la pression que la science, mais aussi les organisations non gouvernementales, la société civile, le secteur privé avaient pu avoir sur la négociation qui avait conduit certes à des compromis, mais à des compromis avancés, en termes de transformation de nos modes de production, de consommation et de nos modes de développement, sans doute n'y arriverait-on pas ; et c'est ce qui fait que les ODD sont encore plus précieux aujourd'hui peut-être qu'ils ne l'étaient entre 2010 et 2015, quand on était en train de les négocier. Et on pense bien sûr au rôle que la science a joué comme lanceur d'alerte en matière de climat, en matière de biodiversité, en matière de montée des inégalités, l'ensemble des problèmes que j'ai évoqués dans cette intervention. Mais en même temps, il faut que la science elle-même change.
- 2) Et depuis quelques années, on assiste à l'émergence de ce qu'on appelle la science de la durabilité, la *sustainability science*, qui depuis le début des années 2000 est la priorité de l'Académie des sciences américaine, depuis 2008-2009 la priorité de l'Académie des sciences chinoise, et qui devrait devenir la priorité de l'ensemble de la communauté scientifique et d'ingénierie et de technologie mondiale, c'est-à-dire une science qui est plutôt portée par les problèmes qu'il faut résoudre, par les problèmes que rencontrent les

populations, par les problèmes du développement durable que par la dynamique propre des disciplines scientifiques.

- 3) Alors bien sûr, cette science de la durabilité, elle doit mobiliser autant que de besoin toutes les sciences, y compris les sciences les plus fondamentales, par exemple la physique la plus fondamentale, pour régler les problèmes des batteries qui permettent le stockage des énergies renouvelables, pour augmenter et accélérer la transition énergétique et la disparition des combustibles fossiles; ou pour comprendre les chaînes environnementales qui conduisent à l'émergence ou à la réémergence de nouvelles maladies infectieuses, comme le sida, Ebola ou Zika. Bien sûr, il faut mobiliser toutes les disciplines scientifiques nécessaires.
- 4) Mais ce n'est pas le développement classique de la science, qui part des disciplines, c'est plutôt partir des problèmes pour essayer de les résoudre, en mobilisant les disciplines nécessaires; d'où une plus grande appétence nécessaire pour l'inter et la transdisciplinarité, et aussi une plus grande appétence, une nécessité de co-construire les programmes de recherche avec les populations les premières concernées, et notamment les populations les plus pauvres, les populations les plus vulnérables, notamment dans les pays du Sud.
- 5) Et cela implique également qu'on mette un terme à ce grand fossé de développement scientifique et technologique qui fait par exemple qu'à l'heure actuelle, les pays africains ne contribuent qu'à 2 % de la production scientifique mondiale; ce qui est un problème pour la science universelle, parce que pour comprendre de très nombreux phénomènes, à commencer par le changement climatique, il faut avoir des données et des analyses avec les collègues des pays africains, des pays asiatiques, des pays latino-américains, mais aussi parce que c'est nécessaire pour que ces pays aient la capacité d'expertise et la capacité technique et technologique de trouver leur voie propre vers le développement durable.
- 6) Et c'est pourquoi l'une des dernières recommandations du rapport, c'est de mettre en place, en s'appuyant sur les pays, une plateforme internationale qui pourrait être coordonnée et soutenue par les Nations unies, afin de promouvoir les échanges d'expériences, les échanges de données, les échanges de résultats scientifiques en faveur du développement durable; ce qui facilitera l'élaboration des prochains rapports quadriennaux de type GSDR, et notamment celui que des collègues élaboreront pour la période 2020-2023.